



Ban Mines Newsletter

La lettre d'information de la Campagne belge pour Interdire les Mines

Numéro 12

Février 2004

Edito...

Bonne année à tous ! 2004 sera une année charnière pour Handicap International et la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL). Ce sera en effet l'année de la Conférence d'examen du Traité d'Interdiction des Mines. Baptisée [Sommet de Nairobi pour un monde sans mines](#), la Conférence d'examen aura lieu du 29 novembre au 3 décembre 2004. Cette conférence sera un jalon essentiel sur la route vers un monde sans mines. L'année qui nous conduira jusqu'à Nairobi verra par conséquent une suite d'événements destinés à maximiser l'impact du Sommet de Nairobi sur le terrain. A Nairobi, la communauté internationale réunie au plus haut niveau décidera en effet comment appliquer le Traité dans les prochaines années. Il sera essentiel que les Etats renouvellent à cette occasion leur engagement politique et financier et s'accordent sur un plan d'action concret afin d'atteindre les objectifs du Traité dans les délais fixés par le Traité.

Sur un autre plan, 2004 verra le développement de [la Coalition contre les armes à sous-munitions](#) (Cluster Munition Coalition ou CMC). Lancée à La Haye le 13 novembre dernier à l'initiative d'un petit groupe d'ONG, dont Handicap International, la CMC aura, elle aussi, de sacrés défis à relever. A la différence des mines antipersonnel, les armes à sous-munitions n'ont à ce stade été utilisées que dans un nombre limité de conflits. La tâche sera donc peut-être moins ardue, et ce même si la problématique des armes à sous-munitions semble a priori plus complexe que celle des mines antipersonnel. De façon plus générale, la combinaison de la Campagne pour interdire les mines et de la CMC permettra, nous l'espérons, d'enrayer le problème gigantesque des résidus explosifs de guerre qui, selon [l'Observatoire des Mines](#), généra en 2002 des nouvelles victimes dans 74 pays de par le monde.

Dans ce contexte, notre rôle consiste à continuer à marteler le même message dans toutes les langues : *Arrêtez de tuer des civils, interdisez les mines antipersonnel, n'utilisez pas d'armes à sous-munitions et dégagez des ressources pour les communautés affectées !* Ce message semble simple, mais son application demande l'énergie et l'implication renouvelée de tous : Etats, société civile, médias, organisations internationales, travailleurs humanitaires... Car la solution au problème des résidus explosifs de guerre existe. Elle passe par le droit international. Les [141 Etats Parties](#) au Traité d'Interdiction des Mines ont compris ce message. Parmi les [44 Etats](#) qui n'ont pas encore rejoint le Traité et les 9 Etats qui doivent encore le ratifier (Brunei, Ethiopie, Haïti, Iles Cook, Iles Marshall, Indonésie, Pologne, Ukraine et Vanuatu), 18 se sont engagés, à différents niveaux, à le faire et devraient aller au bout de cet engagement d'ici au Sommet de Nairobi. Ceux qui estiment ne pas pouvoir accéder maintenant ont le devoir de porter assistance aux victimes et de contribuer à l'éradication des mines. Ils peuvent prendre des mesures dans ce sens avant le Sommet de Nairobi !



Dans ce numéro

P. 1

Edito

P. 2

- Coalition contre les armes à sous-munitions
 - Lancement à La Haye
 - Un appel global
 - Convention sur les armes classiques (CCW)

P. 3

- Les brèves...
- Mise à jour sur la ratification

P. 4

- 2004 : une année de défis !
- 3/12: Pour une UE sans mines !
- En route pour Nairobi !

Nos collègues de [Handicap International UK](#) ont lancé leur propre lettre d'information. Cliquez [ici](#) pour en lire la deuxième édition.

Vous aimez les actions de Handicap International?

Vous pouvez **nous aider** !

Faites un [don online](#),
Ça ne vous prendra que 45 secondes...

D'avance merci !



Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC)



Lancement officiel à La Haye

[Pax Christi Pays-Bas](#) a organisé les 12 et 13 novembre derniers à La Haye la conférence officielle de lancement de la Coalition contre les armes à sous-munitions. Durant cette conférence, les participants ont pu assister à différents ateliers sur des aspects juridiques ou techniques, comment mener une campagne, la Convention sur les armes classiques, les stratégies de communication etc.

Jaap De Hoop-Scheffer (maintenant Secrétaire Général de l'OTAN, mais à l'époque encore Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas) parlait lors du lancement de l'importance que son pays accorde à cette matière.

Consultez [ici](#) le communiqué de presse.

Le 3 décembre, la coalition comptait déjà plus de 100 membres!



© USA Today

Récemment, USA Today a publié un article sur le [Laos](#), et deux articles sur l'Irak ([1](#), [2](#)).

Consultez [ici](#) une animation très intéressante, réalisée par [USA Today](#).

Progrès prudent à la Convention sur les armes classiques (CCW)

Les négociations finales sur le Protocole additionnel à la CCW sur les résidus explosifs de guerre ont eu lieu à Genève directement après le lancement de la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC).

La CMC accueille favorablement le Protocole, mais rappelle qu'il ne s'agit que d'un début et que le texte compte toujours de nombreux points faibles et ambiguïtés. Le nouveau Protocole fournit des lignes directrices minimales, bien moins exigeantes que celles déjà mises en œuvre par certains Etats...

[Réaction de la CMC](#) concernant le nouveau Protocole.

Consultez [ici](#) la position d'un acteur important dans ce domaine : les Etats-Unis.

Un appel mondial

La Coalition contre les armes à sous-munitions commence à prendre forme et a besoin de votre soutien! Etes-vous membres d'une ONG ou d'une organisation qui partage nos inquiétudes en matière de résidus explosifs de guerre?

Il n'est pas trop tard pour devenir membre de la CMC!

La CMC appelle à:

- l'interdiction de l'utilisation, de la production ou du transfert de sous-munitions, tant que les problèmes humanitaires qu'impliquent ces armes n'auront pas été résolus ;
- l'augmentation des ressources pour l'assistance aux communautés et individus affectés par les sous-munitions non explosées ou tout autre résidu explosif de guerre ;
- la reconnaissance de la responsabilité des utilisateurs de sous-munitions et autres munitions devenant des résidus explosifs de guerre, en matière de dépollution, de marquage, d'éducation au danger, d'information et d'assistance aux victimes.

Pour signer l'appel, et devenir membre de la CMC, envoyez un courriel à anne@landmineaction.org.

Pour de plus amples informations vous pouvez envoyer un courriel à minepolicy@handicap.be.

Handicap International France a publié récemment un nouveau rapport sur les armes à sous-munitions. Téléchargez-le [ici](#).

Human Rights Watch a publié il y a peu un [rapport](#) sur la guerre en Irak. Cliquez [ici](#) pour en obtenir le résumé et les recommandations. Le rapport nous apprend que les Etats-Unis ont utilisé 10.782 armes à sous-munitions, contenant au moins 1,8 million de sous-munitions. 113.190 sous-munitions ont été larguées par le Royaume Uni. La coalition a utilisé ces armes à maintes reprises dans des zones résidentielles.

Handicap International Belgium termine actuellement un dossier d'information générale sur les armes à sous-munitions et les résidus explosifs de guerre. Nous vous tiendrons au courant.

Les brèves...

Du côté politique

Réunion de l'Observatoire des Mines à Bichkek

Début novembre, l'ONG [IPPNW](#) et l'ICBL ont organisé pour l'Observatoire des Mines une réunion des chercheurs d'Asie centrale à Bichkek, au [Kirghizstan](#). Une importance toute particulière a été consacrée au [Kazakhstan](#), au Kirghizstan et à l'[Ouzbékistan](#), auxquels un appel a été lancé pour qu'ils rejoignent au plus vite le Traité d'Interdiction des Mines. Les participants à cette conférence ont exprimé leur inquiétude quant à la grande quantité de mines antipersonnel conservées par le [Turkménistan](#), un Etat Partie, à des fins d'entraînement.

Cliquez [ici](#) pour obtenir le rapport de la réunion.

Pour un bilan de toute la région, [lisez le chapitre](#) de l'Observatoire des Mines consacré à l'Eurasie.

Réunion de l'Observatoire des Mines à Sharjah

Les chercheurs de l'Observatoire des Mines au Moyen-Orient se sont rencontrés à Sharjah au début décembre, aux [Emirats Arabes Unis](#) (EAU), pour discuter de leurs rapports 2004. [Bahreïn](#), le [Koweït](#), [Oman](#), [l'Arabie Saoudite](#) et les Emirats Arabes Unis ont été encouragés à rejoindre la Convention.

Cliquez [ici](#) pour lire le communiqué de presse.

Vous trouverez [ici](#) l'aperçu régional pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient du rapport 2003 de l'Observatoire des Mines.

ICBL de retour à l'OTAN

Le 11 novembre 2003, ICBL a de nouveau donné une présentation au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. Les [principales conclusions](#) du rapport 2003 de l'Observatoire des Mines y ont été présentées au Comité politique du Conseil de Partenariat euro-atlantique ([EAPC](#)). L'accent a été mis sur les besoins des [victimes de mines antipersonnel](#), l'universalisation de la Convention et la [destruction des stocks](#). L'expérience de l'ICBL en [Biélorussie](#) y a été qualifiée d'exemple à suivre pour les autres pays membres de l'EAPC.

Cliquez [ici](#) pour accéder au rapport de la réunion.

Cette [fiche d'information](#) présente la situation dans les pays de l'EAPC et a été distribuée au cours de la réunion.

Le Ministre Verwilghen demande une attention toute particulière pour la problématique des mines antipersonnel au Burundi

Lors du Forum des Partenaires du Burundi, qui s'est tenu à Bruxelles il y a peu, Marc Verwilghen, Ministre belge de la Coopération au développement a confirmé l'attention que la Belgique porte tant à la région des Grands Lacs qu'à la problématique des mines antipersonnel.

Dans une [déclaration](#), le Ministre Verwilghen, insiste sur l'importance de la ratification du Traité d'Interdiction des Mines par le Burundi. A ce jour, tous les pays d'Afrique noire, à l'exception de l'Ethiopie et de la Somalie, sont désormais membres de la Convention.

Le Ministre a parlé des droits et des devoirs qu'une ratification engendrerait, tout comme des récentes informations sur les victimes des mines antipersonnel.

Le Ministre Verwilghen a conclu que la Belgique était prête à soutenir d'éventuels nouveaux programmes de déminage.

Sur le terrain

Cambodge

Depuis Novembre 2002, Handicap International Belgium a développé, en collaboration avec le Centre cambodgien de lutte contre les mines (CMAC) une nouvelle approche destinée à répondre plus adéquatement aux besoins des communautés affectées par les mines. Inspirée notamment des [recherches sur le déminage villageois](#), l'approche des 'MRT' (*Mine Risk Reduction Teams*) consiste, sur une base communautaire, à combiner déminage de proximité, destruction d'engins non-explosés, étude d'incidence, marquage à long terme des zones minées, ainsi que l'éducation aux dangers des mines. Concrètement, les MRT travaillent actuellement dans des zones où les populations vivent à même les champs de mines, notamment dans les environs de l'ancien bastion des Khmers Rouges, à Pailin.



L'acteur flamand Michael Pas a visité le Cambodge avec Handicap International. Cliquez [ici](#) pour lire son histoire.



© I. Lesser - HIB

Mise à jour sur la ratification

- **Burundi** : Le Burundi avait signé le Traité d'Interdiction des Mines le 3 décembre 1997 et en est devenu membre à part entière le 22 octobre 2003, lorsque les Nations Unies ont reçu son instrument de ratification.

Cette ratification est très importante étant donné que le [rapport 2003 de l'Observatoire des Mines](#) accuse le Burundi d'avoir récemment utilisé des mines antipersonnel.

La Convention d'Ottawa compte à ce jour 141 [membres](#) et 9 signataires.

2004 : une année pleine de défis pour ICBL

2004 sera une année chargée. Voici déjà quelques dates à inscrire dans votre agenda...

Janvier:

26-30: Bogota, [Colombie](#). Réunion d'ICBL et de l'Observatoire des Mines pour les Amériques.

Février:

9-12: Genève. [Première session des Comités intersessionnels permanents](#) du Traité d'Interdiction des Mines.

18-20: Bujumbura, [Burundi](#). Réunion d'ICBL et de l'Observatoire des Mines pour l'Afrique francophone.

Mars:

1^{er}: 5^e anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité d'Interdiction des Mines. Evénements partout dans le monde.

2-4: Nairobi, Kenya. Atelier de travail du [CICR](#) sur les mines et la Convention d'Ottawa en Afrique orientale.

19: Bruxelles, Belgique. Gala européen pour les victimes de mines, organisé par [Handicap International](#).

27-31: Kaboul, [Afghanistan](#). Réunion d'ICBL et de l'Observatoire des Mines pour l'Asie-Pacifique.

Mai:

3-6: Sarajevo, [Bosnie-Herzégovine](#). Réunion mondiale d'ICBL et de l'Observatoire des Mines.

Juin:

21-25: Genève, Suisse. Deuxième session des Comités intersessionnels permanents.

Novembre:

18: Sortie mondiale du Rapport 2004 de l'Observatoire des Mines.

29: Nairobi. Première Conférence d'Examen du Traité d'Interdiction des Mines (Sommet de Nairobi).

3/12 : Pour une UE sans mines !

Les 2, 3 et 4 décembre 2003, à l'occasion du sixième anniversaire de la signature du Traité d'Interdiction des Mines, Handicap International et l'ICBL se sont concentrés sur [l'Union européenne](#) et plus particulièrement sur quatre pays: [l'Estonie](#), la [Lettonie](#), la [Finlande](#) et la [Pologne](#). Il s'agit en fait des seuls Etats membres de l'Union européenne (ou candidats à l'adhésion) n'ayant pas signé le Traité. Voir ici [l'appel](#) adressé par ICBL à ces Etats.

Des représentants de HI et de l'ICBL ont rencontré à cette occasion plusieurs représentants de l'UE à Bruxelles (des eurodéputés, des représentants de la [Commission européenne](#) et du Conseil européen), et ont principalement discuté du rôle de l'UE dans l'action contre les mines ainsi que de la Conférence d'examen.

Le 4 décembre, le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il *demande au Conseil d'inviter les États membres actuels et futurs à adhérer dans les meilleurs délais à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert de mines antipersonnel et sur leur destruction, de façon à permettre à l'Union européenne de jouer pleinement et activement son rôle lors de la première conférence d'évaluation de la Convention en 2004, afin de soutenir l'universalisation, la consolidation et la mise en oeuvre intégrale de ce document.* Le texte intégral de la résolution est accessible [ici](#).

Chypre: la route de Nairobi est lancée avec un boum!

[Jody Williams](#) a lancé le 2 décembre 2003, à Nicosie ([Chypre](#)), la Route de Nairobi. Il s'agit d'un ensemble d'activités étalées sur un an et menant au [Sommet de Nairobi pour un monde sans mines](#).

Le Président faisant fonction de la République de Chypre, Demetris Christofias, et l'Ambassadeur d'Autriche Wolfgang Petritsch se sont joints à Jody Williams pour lancer le chemin vers cet événement que sera le Sommet de Nairobi.



Jody Williams prends la parole à Chypre.

Tous les orateurs ont souligné le besoin d'accorder un soutien continu aux survivants des mines et de faire en sorte que le problème des mines reste un sujet d'actualité pour l'opinion publique. Le Sommet de Nairobi soulignera les progrès déjà réalisés et posera les défis à venir. L'ICBL encourage les Etats à y participer au plus haut niveau. Pour plus d'informations, consultez ce [site](#).

Ont contribué à ce numéro :
Koen Baetens, Stan Brabant,
Sylvie Brigot

Traduction :

<http://www.colingua.be>

Pour plus d'information :

Handicap International
Rue de Spastraat 67
B- 1000 Bruxelles
Belgique

Tel : +32 2 280 16 01

minepolicy@handicap.be
www.handicapinternational.be